

*L'instrument de ratification de la Belgique a été déposé le 4 avril 1991 (art. 7, 4).*

*Ce Protocole n'est pas encore entré en vigueur,*

*La liste des Etats liés ainsi que la date de l'entrée en vigueur seront publiées ultérieurement.*

*De bekrachtigingsoorkonde van België werd neergelegd op 4 april 1991 (art. 7, 4).*

*Dit Protocol is nog niet in werking getreden.*

*De lijst van de gebonden Staten alsmede de datum van inwerking-treding zullen later gepubliceerd worden.*

## MINISTÈRE DES FINANCES

F. 91 — 1328

**22 AVRIL 1991. — Arrêté ministériel approuvant le règlement spécial de l'entrepôt public d'Abele (Poperinge)**

Le Ministre des Finances,

Vu la loi du 20 février 1978 (1), relative aux entrepôts douaniers et au dépôt temporaire;

Vu l'arrêté royal du 29 janvier 1979 (2), relatif aux entrepôts douaniers et au dépôt temporaire, notamment l'article 27 et l'article 28, modifié par l'arrêté royal du 7 décembre 1990 (3);

Vu l'arrêté ministériel du 5 février 1979 (2), relatif aux entrepôts douaniers, notamment l'article 7;

Vu la délibération de la Commission administrative de l'entrepôt public d'Abele (Poperinge), en date du 15 février 1991 et l'approbation par le conseil communal de Poperinge, en date du 28 février 1991,

Arrête :

**Article unique.** Est approuvé le règlement spécial de l'entrepôt public d'Abele (Poperinge), figurant à l'annexe du présent arrêté.

Bruxelles, le 22 avril 1991.

Ph. MAYSTADT

## MINISTERIE VAN FINANCIËN

N. 91 — 1328

**22 APRIL 1991. — Ministerieel besluit houdende goedkeuring van het bijzonder reglement van het openbaar entrepot te Abele (Poperinge)**

De Minister van Financiën,

Gelet op de wet van 20 februari 1978 (1), betreffende de douane-entrepots en de tijdelijke opslag;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 januari 1979 (2), betreffende de douane-entrepots en de tijdelijke opslag, inzonderheid op artikel 27 en op artikel 28, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 7 december 1990 (3);

Gelet op het ministerieel besluit van 5 februari 1979 (2), betreffende de douane-entrepots, inzonderheid op artikel 7;

Gelet op de beslissing van de Bestuurscommissie van het openbaar entrepot te Abele (Poperinge) van 15 februari 1991 en op de goedkeuring door de gemeenteraad van Poperinge van 28 februari 1991,

Besluit :

**Enig artikel.** Goedgekeurd wordt het in bijlage bij dit besluit opgenomen bijzonder reglement van het openbaar entrepot te Abele (Poperinge).

Brussel, 22 april 1991.

Ph. MAYSTADT

### Annexe à l'arrêté ministériel du 22 avril 1991

Au cours de sa séance du 15 février 1991, la commission administrative de l'entrepôt public d'Abele (Poperinge) a pris la délibération suivante :

« 1. Le règlement spécial de l'entrepôt public d'Abele (Poperinge) est fixé comme suit :

#### Règlement spécial de l'entrepôt public d'Abele (Poperinge)

##### I. Introduction

Article 1<sup>er</sup>. Conformément à l'article 7 de l'arrêté ministériel du 5 février 1979 relatif aux entrepôts douaniers, la commission administrative est compétente pour rédiger le règlement spécial de l'entrepôt public. Le règlement est soumis à l'approbation du conseil communal et ensuite à l'approbation du Ministre des Finances.

##### II. Heures d'ouverture

Art. 2. Les heures d'ouverture de l'entrepôt public et du magasin spécial sont les mêmes que celles du bureau des douanes.

Un extrait de l'arrêté ministériel relatif aux heures d'ouverture des bureaux des douanes fait l'objet de l'annexe 1 du présent règlement spécial.

La commission administrative a décidé que lorsque les heures d'ouverture du bureau des douanes sont modifiées par un arrêté ministériel, ces nouvelles heures d'ouverture sont également d'application pour l'entrepôt public et le magasin spécial, à partir de la date d'entrée en vigueur de l'arrêté modificatif.

##### III. Mesures de police et d'ordre intérieur

Art. 3. La garde de l'entrepôt est exercée par l'administration des douanes et accises, conformément aux articles 4 et 19 de la loi du 20 février 1978 relative aux entrepôts douaniers et au dépôt temporaire et à l'article 6 de l'arrêté ministériel du 5 février 1979.

(1) *Moniteur belge* du 22 mars 1978.

(2) *Moniteur belge* du 7 mars 1979.

(3) *Moniteur belge* du 1<sup>er</sup> janvier 1991.

(1) *Belgisch Staatsblad* van 22 maart 1978.

(2) *Belgisch Staatsblad* van 7 maart 1979.

(3) *Belgisch Staatsblad* van 1 januari 1991.

Art. 4. Il n'est permis de pénétrer dans l'entrepôt et d'en sortir que par les issues désignées à cet effet. Hors des jours et heures fixés à l'article 2, nul ne peut y avoir accès, ne peut y séjourner sans autorisation écrite du receveur.

L'accès de l'entrepôt peut être interdit à toute personne qui n'y est pas appelée ou dont la présence n'y est pas strictement nécessaire.

Art. 5. L'usage des quais de chargement et de déchargement attenants à l'entrepôt est réservé exclusivement aux colis devant encore être soumis à des formalités de la douane locale.

Les colis ne peuvent toutefois y séjourner que le temps strictement nécessaire pour l'accomplissement des formalités.

Ils doivent ensuite être enlevés aussi rapidement que possible.

Les déchets de toutes natures de marchandises, d'emballages, de bourrage, de calage, etc., doivent être enlevés aussi promptement que possible.

Art. 6. Les agents de la douane chargés ou non d'une mission de police d'entrepôt, pourront ordonner, suivant les directives du contrôleur en chef ou du receveur, toutes les mesures qu'ils estimeront nécessaires en matière de chargement, de déchargement, de déplacement ou d'évacuation des colis du quai de l'entrepôt.

Dans tous les cas, l'administration est dégagée de toute responsabilité à l'égard des colis se trouvant sur les quais ou aux autres lieux de déchargement, de chargement, etc.

Art. 7. Les ouvriers appelés par la commune à travailler dans l'entrepôt doivent être agréés par le directeur régional des douanes et accises. Cet agrément pourra être subordonné à la production d'un certificat de bonne conduite délivré par l'autorité locale.

Le directeur régional peut refuser l'agrément et le retirer à tout moment.

Art. 8. Les ouvriers appelés par le commerce à travailler dans l'entrepôt doivent, conformément à l'article 15 de la loi générale sur les douanes et accises, être agréés par le directeur régional.

Le directeur régional peut refuser l'agrément et le retirer à tout moment.

Le directeur régional peut interdire l'accès de l'entrepôt aux personnes condamnées du chef d'affaires intéressant l'entrepôt ou la législation douanière.

Art. 9. L'employeur ou son représentant doit remettre au receveur une déclaration par laquelle il se reconnaît formellement responsable des actes et délits commis dans l'entrepôt par ses ouvriers.

Par ailleurs, il doit remettre chaque jour au receveur une liste signée par lui indiquant le nom et le domicile des ouvriers.

L'employeur qui emploie habituellement les mêmes personnes dans l'entrepôt peut établir une même déclaration pour toute la durée de l'occupation de ces personnes dans l'entrepôt.

Les ouvriers sont tenus de porter ostensiblement pendant la durée des travaux un insigne identifiant leur employeur.

Art. 10. Dix minutes avant la cessation des travaux, une sonnerie avertit les ouvriers de la fermeture des magasins. A ce moment, les ouvriers doivent quitter l'entrepôt.

Art. 11. Si la douane l'estime nécessaire, une visite corporelle peut être effectuée aux entrées, aux sorties ou durant les heures de travail.

Art. 12. Il est interdit de fumer ou de faire du feu dans l'enceinte ou dans les magasins de l'entrepôt.

Il est également interdit de pénétrer dans les magasins avec des produits propres à produire du feu.

Art. 13. Si les locaux sont chauffés autrement que par chauffage central, une autorisation écrite doit être délivrée à cette fin par l'administration communale et par le receveur des douanes et accises.

Art. 14. Il est interdit d'utiliser à l'intérieur de l'entrepôt public des appareils électriques destinés à un usage privé, tels que cafetières électriques, etc.

Art. 15. Aucune futaille, bouteille ou autre contenant vide ne peut être introduit dans l'entrepôt sans autorisation préalable du receveur. Cette autorisation est seulement délivrée sur une demande formulée par écrit.

Art. 16. Les colis doivent être manipulés avec prudence de manière à prévenir les dommages tant au bâtiment qu'aux marchandises.

En cas de dommage, l'administration des douanes et accises établit un procès-verbal à signer par le contrevenant.

Art. 17. Il est interdit de consommer dans l'entrepôt des boissons ou produits alimentaires, qu'ils se trouvent encore en douane ou aient déjà été dédouanés.

Art. 18. Les appareils pour la manutention des marchandises, les appareils de levage, de chargement, de déchargement, avec ou sans force motrice propre, ne peuvent être introduits dans l'entrepôt sans autorisation spéciale de l'administration communale et du receveur.

Ces appareils doivent être propulsés électriquement s'ils sont munis d'une force motrice propre.

Art. 19. L'administration communale peut mettre les appareils visés à l'article 18 à la disposition des entrepositaires. Les conditions de leur utilisation sont affichées dans les locaux de l'entrepôt.

#### IV. Tarif des droits de magasin

Art. 20. La commission administrative fixe les droits de magasin conformément à l'article 27 de l'arrêté royal du 29 janvier 1979 relatif aux entrepôts douaniers et au dépôt temporaire.

Ils doivent être fixés dans la limite des maxima déterminés par l'article 28 de l'arrêté royal.

Art. 21. Le tarif des droits de magasin est fixé comme suit :

1. Marchandises arrivant à destination du magasin spécial de l'entrepôt public : exemption.

2. Marchandises entreposées dans d'autres locaux ou dépendances de l'entrepôt public :

a) entreposées dans un local réservé ou sur un emplacement réservé, par mètre carré, F 40 par mois;

b) dans les autres cas : tracteurs de toute espèce, automobiles pour le transport de personnes ou de marchandises, châssis d'automobiles, importés à l'état non emballé, par pièce, F 460 par mois; autres marchandises, par 100 kg poids brut, F 16 par mois;

c) lorsque le dépôt a lieu dans la cour, le droit de magasin s'élève à la moitié des tarifs respectifs visés sub a) et b); l'entrepositaire veille à protéger les marchandises contre les influences atmosphériques.

**V. Marchandises dont l'entrée en entrepôt est interdite**

Art. 22. Conformément à l'article 8 de la loi du 20 février 1978, ne sont pas admis en entrepôt :

- 1° les animaux vivants;
- 2° les poudres à tirer et les explosifs;
- 3° les marchandises prohibées tant à l'importation qu'au transit;
- 4° les marchandises dont la présence en entrepôt est susceptible d'altérer les autres marchandises;
- 5° les marchandises désignées par le règlement spécial de l'entrepôt.

Art. 23. Les marchandises qui sur base de l'article 22, 5°, sont exclues par le règlement spécial de l'entrepôt public sont reprises dans la liste figurant à l'annexe 3 du présent règlement spécial. En outre, sont également exclues, les marchandises qui en raison de leur inflammabilité, ne sont pas couvertes par l'assurance incendie.

**VI. Minimum des quantités admises à l'entrée, et à la sortie de l'entrepôt**

Art. 24. L'entrée et la sortie de l'entrepôt peuvent s'opérer par toutes quantités, à moins que le Ministre des Finances ne fixe des quantités minimales conformément à l'article 21 de la loi du 20 février 1978.

**VII. Placement et arrimage des marchandises dans les magasins**

Art. 25. Les marchandises sont placées à l'endroit désigné par le receveur; elles sont arrimées par espèce et séparément de la manière qu'il prescrira. Ce placement et cet arrimage doivent cependant toujours avoir lieu de manière à n'utiliser que la surface strictement nécessaire tant pour l'entreposage proprement dit que pour le passage nécessaire au transport des marchandises. L'entreposage contre les murs et les clôtures est interdit.

Art. 26. Les marques mentionnées sur les documents avec lesquels les marchandises sont introduites dans l'entrepôt doivent être reproduites sur l'emballage, à moins qu'une autorisation ne soit délivrée par le contrôleur en chef ou le receveur dans le cadre des manipulations usuelles.

Art. 27. Il est interdit de changer de quelque manière que ce soit la place ou l'arrimage des marchandises, sauf autorisation spéciale du receveur.

Les changements de place ou d'arrimage dans les magasins, nécessités par l'intérêt du service ou par d'autres motifs réels, ont lieu en présence de l'entrepositaire invité à y assister. Dans ce cas, les frais de ces opérations sont à charge de l'administration communale.

Art. 28. A la sortie de l'entrepôt, la totalité des marchandises, portées sur un même document, doit sans distinction de nature, être réunie pour la vérification à l'endroit prévu à cet effet ou à tout autre endroit jugé opportun par le service douanier de vérification.

Dans le cas où cette opération aurait lieu dans les magasins, les marchandises doivent être dégerbées et réunies de manière à en faciliter la reconnaissance.

Les colis dont la vérification est terminée sont laissés à la disposition des déclarants à l'endroit prévu à l'alinéa précédent.

Art. 29. Les colis vérifiés doivent être enlevés dès que possible et en tout cas au plus tard le surlendemain soir de la date du visa de vérification.

Art. 30. Lorsque la vérification est terminée, la responsabilité de l'administration est dégagée du chef de vol, de soustraction, d'avarie ou de tous autres dommages quelconques.

Art. 31. L'obligation d'enlèvement est également valable pour les restes et déchets de marchandises et emballages de toutes sortes.

Art. 32. Dans le cas où les déclarants ne se conformeraient pas aux dispositions des articles 29 et 31, les manipulations seront effectuées d'office aux frais du déclarant, sans préjudice de l'amende fixée à l'article 53 du présent règlement.

Art. 33. Les colis dont la vérification est interrompue ou suspendue pour une cause quelconque, doivent être refermés et déposés dans un local désigné par le receveur.

Art. 34. Les colis vérifiés et non enlevés dans le délai prescrit à l'article 29 sont placés dans un endroit spécial désigné par le receveur, aux risques et périls des déclarants et aux frais de ceux-ci.

Art. 35. Ces colis restent passibles des droits de magasin.

La responsabilité de l'administration à l'égard de ces marchandises reste dégagée comme prévu à l'article 30.

Art. 36. Les dispositions de l'article 35 s'appliquent également aux marchandises déposées dans le magasin spécial de l'entrepôt qui bien qu'étant déclarées dans le délai de 15 jours suivant leur arrivée ne sont toutefois pas enlevées le surlendemain de la vérification visée à l'article 29.

Art. 37. Dès que les marchandises sont arrimées, l'entrepositaire appose, sur chaque partie distincte, des étiquettes conformes au modèle fixé par le Ministre des Finances.

L'obligation d'apposer ces étiquettes est réglée par l'article 19 de l'arrêté royal du 29 janvier 1979.

Art. 38. En cas de cession d'une partie des marchandises, le nouvel entrepositaire est tenu d'observer toutes les obligations susmentionnées.

**VIII. Levée des échantillons**

Art. 39. En application de l'article 22 de l'arrêté royal du 29 janvier 1979, les échantillons ne peuvent être enlevés que sur présentation d'une déclaration en consommation et paiement des droits.

La déclaration et le paiement préalable de ces droits ne sont pas exigés s'il est remis un engagement de les acquitter ultérieurement. Un modèle de cet engagement est repris à l'annexe 3 du présent règlement spécial.

**IX. Manipulation des marchandises en entrepôt**

Art. 40. Les marchandises déposées en entrepôt peuvent faire l'objet d'un changement d'emballage, d'un triage, d'un assortiment.

Sur base de l'article 8, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 29 janvier 1979, elles peuvent également subir d'autres manipulations.

Les manipulations usuelles sont énumérées à l'annexe 4 du présent règlement spécial.

Art. 41. Conformément à l'article 8, § 2, de l'arrêté royal du 29 janvier 1979, les manipulations usuelles peuvent uniquement être effectuées après autorisation du receveur.

L'entrepositaire doit avertir le magasinier, avant de commencer toute manipulation.

Art. 42. Dans certains cas, le receveur peut exiger que les manipulations aient lieu en un endroit spécialement désigné.

Art. 43. Lors d'un changement d'emballage, les marques portées sur les emballages primitifs devront être reportées avec exactitude sur les emballages nouveaux.

Art. 44. Les emballages hors d'usage doivent immédiatement être enlevés. S'il n'y est pas procédé, ils seront soumis à un droit de magasin.

Art. 45. Aucun étalage de marchandises ne peut avoir lieu pour être exposées en vente publique pour compte de particuliers.

Dans les autres cas, l'étalage ne peut avoir lieu que moyennant l'autorisation du receveur.

#### X. Locaux réservés et emplacements réservés

Art. 46. Dans les magasins de l'entrepôt public, des locaux et des emplacements peuvent être mis à la disposition des entrepositaires pour leurs besoins exclusifs.

Art. 47. L'attribution de ces locaux et emplacements, dénommés « locaux réservés » et « emplacements réservés » a lieu par l'administration communale, après consultation du receveur.

Les prescriptions de l'avis du receveur doivent être exécutées.

Art. 48. Le receveur peut prescrire entre autres :

- a) que les locaux réservés et emplacements réservés soient délimités au moyen d'une clôture, etc.;
- b) que les locaux et emplacements soient fermés par deux clefs dont l'une est conservée par la douane et l'autre par l'entrepositaire, afin qu'ils ne puissent y avoir séparément accès.

Art. 49. Dans chaque cas, sont fixés dans le contrat entre l'administration communale et l'entrepositaire les conditions et le coût de la disposition des locaux et emplacements.

Art. 50. L'entrepositaire qui cède à un tiers la totalité de ses marchandises entreposées, ne peut lui céder, en même temps, son local réservé ou son emplacement réservé qu'avec l'autorisation préalable de l'autorité communale, laquelle consulte le receveur.

Art. 51. Les dispositions du présent règlement sont également applicables aux locaux réservés et aux emplacements réservés.

#### XI. Dispositions générales

Art. 52. Les dispositions du présent règlement s'appliqueront également aux locaux qui seraient agréés, en application de l'article 10 de la loi du 20 février 1978 relative aux entrepôts douaniers et au dépôt temporaire, comme succursale d'entrepôt public.

Art. 53. Toute contravention aux mesures d'ordre ou de police est punie, conformément à l'article 55, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 20 février 1978, d'une amende de cinq cents francs à quatre mille francs.

#### Annexe au règlement spécial de l'entrepôt public d'Abele (Poperinge)

##### Annexe 1

Heures d'ouverture des bureaux des douanes  
(voir art. 2 du règlement spécial)

*Extrait de l'arrêté ministériel du 13 septembre 1982*

Rubrique II. — Bureaux situés à l'intérieur du pays

Bureaux et succursales	Heures d'ouverture (uniquement les jours ouvrables)
Abele (Poperinge)	du lundi au vendredi : 8 à 16 h 30

##### Annexe 2

Liste de marchandises exclues de l'entrepôt public  
(voir art. 22, 5<sup>o</sup>, du règlement spécial)

#### *Matières inflammables*

Sont notamment visés ici :

- a) des liquides inflammables dont le point d'éclair est inférieur ou égal à 50 °C, excepté les liquides inflammables se trouvant dans les réservoirs d'alimentation de véhicules;
- b) des matières solides très inflammables ou des matières dégageant des gaz combustibles au contact de l'eau telles que le cellulose, le carbure de calcium, le magnésium et le sodium;
- c) des gaz combustibles comprimés, liquéfiés ou dissous.

*Matières radioactives**Matières oxydantes ou comburantes*

Soit qu'elles soient à haute teneur en oxygène, soit qu'elles puissent enflammer des matières organiques par friction ou action d'acide gras.

*Matières corrosives ou caustiques*

Comprenant les acides forts et les alcalis liquides ou solides.

*Matières toxiques*

Acétates d'amyle, de butyle, de calcium, de méthyle et de vinyle.

Acétone.

Acide hydrochlorique, formique, naphénique, nitrique, perchlorique, picrique et sulfurique.

Alcools de toutes natures, dénaturés ou non, dosant plus de 90 % vol/15 °C.

Allumettes sans garantie de non danger, ou en emballages qui ne sont pas bien conditionnés ou intacts.

Aluminium en poudre.

Anhydride maléique.

Aniline (huile d').

Artifices de guerre ou de divertissement.

Benzène (benzine, benzol).

Béta naphthol ou naphthol.

Cadmium en poudre.

Camphres naturels et artificiels.

Capsules chargées de matières explosibles, détonnantes ou inflammables.

Carbolineum.

Carbure de calcium et ses dérivés.

Carton bitumé ou goudronné et feutres asphaltés, goudronnés, etc.

Cartouches pour armes à feu.

Cellofas.

Celluloïd autre que manufacturé.

Charbons actifs.

Chiffons de toute nature.

Chlorates.

Chlorites.

Chlorure d'acétylène.

Chlorure de calcium et de chaux.

Chlorures décolorants.

Cotons de toutes provenances (conditionnés autrement qu'en balles pressées à une densité de plus de 225 k. au m<sup>3</sup>, cerclées de fers spatés ou par des fils de fer multiples).

Coprah.

Créosote (huile de).

Cyanamides (dont la teneur en carbure de calcium est supérieure à 0,5 %).

Cyanates.

Déchets de caoutchouc et objets usagés en caoutchouc.

Déchets de cotons non gras de toute espèce (à l'exception de déchets non gras de la récolte de coton provenant directement de la cueillette aux pays d'origine, en balles pressées à une densité de plus de 225 k. au m<sup>3</sup>, cerclées de fers spatés ou par des fils de fer multiples).

Déchets de papier autres qu'en balles pressées.

Déchets gras de laine, de coton, de crins ou fibres végétales ou de tissus.

Dinitrobenzène.

Dinitrocrésol.

Dinitrochlorobenzène.

Dinitronaphtalène.

Dinitrotoluène.

Dissolutions de caoutchouc.

Eau de Javel.

Effilochés de toute espèce.

Emballages (fûts, tambours, barils, bidons) ayant contenu des pétroles ou essences.

Explosifs.

Farine de bois.

Ferro-silicium.

Filés de chanvre, de jute, de soie ou de laine artificielle. Filés gras de laine.

Fibres et crins végétaux de toute espèce, herbes et les déchets non gras de ces matières (à l'exception du chanvre d'India en balles cerclées de fers).

Films et déchets de films autres qu'en acétate de cellulose.

Formiate d'amyle, de butyle, d'éthyle, isoamyle, isobutyle, isopropyle, de méthyle, de propyle.

Formol.

Gaz (gaz comprimés et liquéfiés) : acide carbonique, acétylène, air liquide, ammoniac anhydride, chlorure de méthyle et/ou d'éthyle, éther méthylique, éther méthyléthylique, gaz de pétrole, hydrogène, hydrogène sulfuré, nitrite de méthyle, oxygène.

Glycols et dérivés (cellosolves, carbitoles, etc.) dont le point d'éclair (épreuve en vase clos) est inférieur à 65 °C.

Gommes résines (copal, damar, laque, mastic, etc.).

Herbes et plantes médicales, officinales ou aromatiques autres qu'emballées en fûts, caisses ou boîtes hermétiques ou conditionnées pour la vente au détail.

Huiles de résines.

Huiles minérales (légères et lourdes, essence, naphte, white spirit, pétrole, gas-oil, fuel-oil, etc.).

Laine artificielle.

Liège moulu, granulé, pulvérisé et déchets.

Magnésium en poudre ou en copeaux.

Manganèse en poudre.

Matières plastiques non manufacturées composées d'acétate butyrate de cellulose, acétate de polyvinyle, alcool polyvinylique, aniline formaldéhyde sans charge, chloroacétates de polyvinyle flexibles, chlorures de polyvinyle flexibles, esters polyacryliques chargés et vulcanisés, éthers polyvinyliques, éthyl cellulose, furanes, polyesters, polyméthacrylate de méthyle, résines Epoxy, résines glycérophtaliques, urée formaldéhyde chargée à la cellulose, celluloïd, nitrocellulose.

*Matières explosibles*

Naphtaline brute. Naphtaline en poudre.

Nitrates de soude, de potasse, de calcium, de baryte, d'éthyle ou de méthyle, d'ammoniaque techniquement pur.

Nitrites de soude, de potasse ou d'éthyle.

Nitrobenzol.

Nitrocellulose.

Noir de fumée.

Ouates de toute nature (sauf pharmaceutique).

Peintures cellulosiques.

Perborates de soude.

Percarbonate de potasse.

Permanganate de potasse ou de soude.

Perchlorate d'ammoniaque, de potasse ou de soude.

Peroxyde de magnésium.

Phényl b naphtylamine.

Phosphores.

Phosphures.

Picrates.

Poils de lapin ou de chèvre.

Propionates.

Propylamine.

Pirèthre en poudre.

Pyridine.

Résines naturelles.

Soie artificielle (brute ou déchets).

Sodium.

Soufre.

Sparte en feuille ou en étoupes.

Sulfhydrates d'ammoniaque, de soude, de potasse sauf en tambours en fer ou acier complètement étanche.

Sulfure de carbone et de sodium.

Térébenthines.

Toluène.

Trinitrobenzène.

Vernis.

Xanthate de potasse ou de soude.

Xylène.

Zinc en poudre ou en poussière.

Annexe 3

Engagement

(voir art. 39 du règlement spécial)

Engagement

Le soussigné .....  
demande à pouvoir lever des échantillons de la partie de .....  
..... déposée à l'entrepôt public de cette commune, suivant reconnaissance de  
réception n° ..... du .....  
importée de ..... par .....

Il s'engage à acquitter les droits dus pour le .....  
(date à fixer avec le receveur) sur la quantité enlevée dont lui ou son mandataire donnera reçu sur la présente  
après vérification des employés de la douane.

Il consent à ce que la partie de marchandises précitée soit tenue, au besoin, en garantie des redevabilités.

A ....., le .....,  
(signature)

## Annexe 4

**Manipulations usuelles**  
(voir art. 40 du règlement spécial)

Liste des manipulations usuelles autorisées en entrepôt

1. Examen, inventaire et échantillonnage.
2. Réparation à la suite d'avaries survenues au cours du transport ou du stockage, pour autant qu'il s'agisse d'opérations élémentaires.
3. Nettoyage.
4. Elimination de parties avariées.
5. Triage, tamisage, vannage, clarification mécanique, filtrage, dépotage, soutirage ou tout autre traitement simple similaire.
6. Apposition sur les marchandises elles-mêmes ou sur leurs emballages de marques, de cachets, d'étiquettes ou d'autres signes distinctifs similaires, à condition que cette apposition ne soit pas susceptible de conférer aux marchandises une origine apparente différente de leur origine réelle.
7. Modification des marques et numéros des colis à condition que cette modification ne soit pas susceptible de conférer aux marchandises une origine apparente différente de leur origine réelle.
8. Emballage, déballage, changement d'emballage, réparation d'emballage, transvasement ou reconditionnement simple dans d'autres récipients.
9. Fixation des marchandises sur support pour leur conditionnement ou pour leur présentation.
10. Opération simples d'assortiment et de classement.
11. Examen, essai et mise en état de marche de machines, appareils et véhicules, pour autant qu'il s'agisse d'opérations simples.
12. Mélange de marchandises autres que liqueurs, eaux-de-vie, vins et spiritueux, pour autant qu'il s'agisse d'opérations simples.
13. Mélange de liqueurs-entre elles.
14. Mélange d'eaux-de-vie entre elles.
15. Coupage de vins et autres pratiques œnologiques courantes.
16. Dilution des spiritueux avec de l'eau en vue d'une réduction de leur titre alcoométrique.
17. Dessalage, nettoyage et croupissage de peaux.
18. Cassage de légumes secs.
19. Division de marchandises, pour autant qu'il s'agisse d'opérations simples.
20. Toutes manipulations destinées à assurer la conservation en l'état des marchandises pendant leur stockage, telles que aération, séchage, même au moyen de chaleur artificielle, réfrigération et congélation, addition de moyens de conservation, fumigation et soufrage (traitement antiparasitaire), graissage, peinture antirouille, application d'une couche protectrice pour le transport.

2. La présente délibération entrera en vigueur après approbation par le conseil communal et par le Ministre des Finances. »

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 22 avril 1991.

Le Ministre des Finances,  
Ph. MAYSTADT

Bijlage bij het ministerieel besluit van 22 april 1991

Tijdens haar vergadering van 15 februari 1991, heeft de bestuurscommissie van het openbaar entrepot te Abele (Poperinge) de volgende beslissing getroffen :

1. Het bijzonder reglement van het openbaar entrepot te Abele (Poperinge) wordt vastgesteld als volgt :

Bijzonder reglement van het openbaar entrepot te Abele (Poperinge)

I. Inleiding

Artikel 1. Overeenkomstig artikel 7 van het ministerieel besluit van 5 februari 1979 betreffende de douane-entrepots, is de bestuurscommissie bevoegd om het bijzonder reglement van het openbaar entrepot op te stellen. Het reglement wordt onderworpen aan de goedkeuring van de gemeenteraad en vervolgens aan de goedkeuring van de Minister van Financiën.

## II. Openingsuren

Art. 2. De openingsuren van het openbaar entrepot en van het bijzonder magazijn zijn dezelfde als die van het douanekantoor.

Een uittreksel van het ministerieel besluit betreffende de openingsuren van de douanekantoren is opgenomen als bijlage 1 bij dit bijzonder reglement.

De bestuurscommissie heeft beslist dat bij wijziging van de openingsuren van het douanekantoor door een ministerieel besluit, deze nieuwe openingsuren automatisch van toepassing zijn voor het openbaar entrepot en het bijzonder magazijn, vanaf de datum van inwerkingtreding van de wijziging aan het besluit.

## III. Politiemaatregelen en huishoudelijk reglement

Art. 3. De bewaking van het entrepot wordt uitgeoefend door de administratie der douane en accijnzen, overeenkomstig artikelen 4 en 19 van de wet van 20 februari 1978 betreffende de douane-entrepots en de tijdelijke opslag en artikel 6 van het ministerieel besluit van 5 februari 1979.

Art. 4. Het is slechts toegelaten het entrepot binnen of buiten te gaan langs de daartoe aangewezen toegangen.

Buiten de dagen en uren vastgesteld in artikel 2 mag niemand toegang hebben tot het entrepot of er verblijven, behoudens schriftelijke machtiging van de ontvanger.

De toegang tot het entrepot kan verboden worden aan elke persoon die er niet werd ontboden of die er niet strikt nodig is.

Art. 5. Het gebruik van de aan het entrepot verbonden los- en laadkaai is uitsluitend voorbehouden aan colli die bij de plaatselijke douane nog aan formaliteiten moeten onderworpen worden.

De colli mogen daar slechts geplaatst worden gedurende de tijd die noodzakelijk is voor het afhandelen van de formaliteiten.

Daarna moeten ze zo spoedig mogelijk worden weggenomen.

Alle soorten afval van goederen, verpakkingen, opvulsel, stutten, enz., moeten zo spoedig mogelijk weggehaald worden.

Art. 6. De douaneambtenaren, ongeacht of zij al dan niet met een politieopdracht in het entrepot belast zijn, mogen, volgens de richtlijnen van de hoofdcontroleur of de ontvanger, alle maatregelen treffen die zij nuttig achten in verband met het laden, lossen, verplaatsen en wegnemen van de colli op de kaai van het entrepot.

In ieder geval is de administratie niet aansprakelijk voor colli die zich op de kaai bevinden of op andere plaatsen, waar het lossen, laden, enz., gebeurt.

Art. 7. De werklieden die door de gemeenten in het entrepot tewerkgesteld worden, moeten door de gewestelijke directeur der douane en accijnzen erkend worden. Deze erkenning kan afhankelijk gesteld worden van het overleggen van een getuigschrift van goed zedelijk gedrag afgeleverd door de plaatselijke overheid.

De gewestelijke directeur kan deze erkenning weigeren en ze te allen tijde intrekken.

Art. 8. De werklieden die door de handel in het entrepot tewerkgesteld worden, moeten krachtens artikel 15 van de algemene wet inzake douane en accijnzen, door de gewestelijke directeur erkend zijn.

De gewestelijke directeur kan deze erkenning weigeren en ze te allen tijde intrekken.

De gewestelijke directeur kan de toegang tot het entrepot verbieden aan de personen die veroordeeld geweest zijn in verband met zaken die het entrepot of de douanewetgeving aanbelangen.

Art. 9. De werkgever of zijn volmachtdrager moet aan de ontvanger een verklaring overhandigen waarbij hij zich uitdrukkelijk verantwoordelijk verklaart voor de daden en misdrijven die bedoelde werklieden in het entrepot zouden plegen.

Bovendien moet hij elke dag een door hem ondertekende lijst aan de ontvanger overhandigen met de naam en de woonplaats van de werklieden.

De werkgever die meestal dezelfde personen in het entrepot tewerkstelt, kan een dergelijke verklaring opstellen voor de hele periode dat die personen in het entrepot tewerkgesteld zijn.

De werklieden moeten tijdens de duur van de werkzaamheden een duidelijk zichtbaar kenteken dragen van de werkgever die hen tewerkstelt.

Art. 10. Tien minuten vóór het einde van de werkzaamheden wordt een signaal gegeven om de werklieden te verwittigen dat de magazijnen gesloten worden. De werklieden moeten dan het entrepot verlaten.

Art. 11. Indien de douane het nodig acht, kan tot lijfsvisitatie besloten worden bij de ingangen, uitgangen of tijdens de werkzaamheden.

Art. 12. Het is verboden te roken of vuur te maken binnen de omheining van het entrepot of in de magazijnen van het entrepot.

Het is eveneens verboden de magazijnen binnen te gaan met voorwerpen die brand kunnen verwekken.

Art. 13. Indien de lokalen anders verwarmd worden dan met centrale verwarming, moet daarvoor een schriftelijke machtiging afgeleverd worden door het stadsbestuur en door de ontvanger van de douane en accijnzen.

Art. 14. Het is niet toegelaten elektrische toestellen voor privédoeleinden, zoals koffiezetapparaten, enz., te gebruiken binnen het openbaar entrepot.

Art. 15. Ledige vaten, flessen of andere verpakkingen mogen zonder machtiging van de ontvanger niet in het entrepot binnengebracht worden. Die machtiging wordt slechts afgeleverd na schriftelijke aanvraag.

Art. 16. De colli moeten voorzichtig behandeld worden ten einde beschadiging aan gebouwen of goederen te voorkomen.

Indien er zich toch schade voordoet, zal de administratie der douane en accijnzen een proces-verbaal opmaken dat door de overtreder dient ondertekend te worden.

Art. 17. Het is verboden in de magazijnen van het entrepot dranken of voedingswaren, al dan niet onder douanestelsel, te verbruiken.



Art. 18. Toestellen voor het behandelen van goederen, hef-, laad- of lostoestellen, met of zonder eigen beweegkracht, mogen niet zonder speciale toelating van het gemeentebestuur, in overleg met de ontvanger, in het entrepot worden binnengebracht.

Deze toestellen moeten elektrisch worden aangedreven, indien met eigen beweegkracht.

Art. 19. Het stadsbestuur kan de in artikel 18 genoemde toestellen ter beschikking stellen van de entrepositarissen.

De voorwaarden waaronder deze terbeschikkingstelling kan gebeuren, worden aangeplakt in de lokalen van het entrepot.

#### IV. Het tarief van de magazijnrechten

Art. 20. Overeenkomstig artikel 27 van het koninklijk besluit van 29 januari 1979 is de bestuurscommissie bevoegd om de magazijnrechten vast te stellen.

Dit moet geschieden binnen de door het koninklijk besluit vastgestelde maxima.

Art. 21. Het tarief van de magazijnrechten is vastgesteld als volgt :

1. goederen welke ter bestemming van het bijzonder magazijn van het openbaar entrepot toekomen : vrijstelling;

2. goederen opgeslagen in andere lokalen of aanhorigheden van het openbaar entrepot :

a) opgeslagen in een voorbehouden lokaal of op een voorbehouden emplacement, per vierkante meter F 40 per maand;

b) in de andere gevallen :

— tractoren van alle soorten, automobielen voor personen- of goederenvervoer, chassis voor automobielen, onverpakt ingevoerd, per stuk F 460 per maand;

— overige goederen per 100 kg brutogewicht F 16 per maand;

c) in geval van opslag op de koer bedraagt het magazijnrecht de helft van de respectievelijke tarieven in a) en b) hiervoor; de entrepositaris dient te zorgen voor de bescherming van de goederen tegen de weersinvloeden.

#### V. Goederen welke niet in het entrepot zijn toegelaten

Art. 22. Overeenkomstig artikel 8 van de wet van 20 februari 1978 zijn niet toegelaten in het openbaar entrepot :

1° levende dieren;

2° kruit en springstoffen;

3° goederen die zowel bij invoer als bij doorvoer verboden zijn;

4° goederen waarvan de aanwezigheid in het entrepot andere goederen kan schaden;

5° goederen die verboden zijn door het bijzonder reglement van het entrepot.

Art. 23. De goederen welke op basis van artikel 22, 5°, verboden zijn door het bijzonder reglement van het openbaar entrepot, zijn vermeld op de lijst opgenomen als bijlage bij dit bijzondere reglement. Zijn eveneens uitgesloten : goederen die uitgesloten zijn van de brandverzekering wegens hun ontvlambaarheid.

#### VI. Minimum toegelaten hoeveelheden bij inslag en bij uitslag van het entrepot

Art. 24. De inslag en uitslag uit het entrepot kan geschieden bij welke hoeveelheid ook, tenzij de Minister van Financiën minimumhoeveelheden zou bepalen overeenkomstig artikel 21 van de wet van 20 februari 1978.

#### VII. Het plaatsen en stuwen van goederen in de magazijnen

Art. 25. De goederen worden opgeslagen op de plaats aangeduid door de ontvanger; ze worden per soort en afzonderlijk gestuwd op de wijze die de ontvanger voorschrijft; echter altijd derwijze dat ze zo weinig mogelijk vloeroppervlakte behoeven zowel voor de eigenlijke stapeling als voor de gangen nodig om ze aan en af te voeren. Stapeling tegen muren en afsluitingen is verboden.

Art. 26. De merken die vermeld zijn op de documenten waarmede de goederen in het entrepot zijn binnengebracht, moeten op de verpakkingen bewaard worden, tenzij een machtiging verleend wordt voor de hoofdcontroleur of de ontvanger, in het kader van de gebruikelijke behandelingen.

Art. 27. Het is verboden, op welke wijze ook, de plaats of de stuwing te veranderen, tenzij met schriftelijke toelating van de ontvanger.

De verandering van plaats of van stuwing in de magazijnen, nodig in het belang van de dienst of om een andere geldige reden, geschiedt in aanwezigheid van de entrepositaris die daartoe wordt uitgenodigd. In dit geval hebben de verrichtingen plaats op kosten van het stadsbestuur.

Art. 28. Bij de uitslag uit entrepot moet de gehele partij goederen die op eenzelfde document vermeld is, ongeacht de aard van de goederen, voor de verificatie worden bijeengebracht op de daartoe voorziene plaats of eventueel op een andere plaats, indien de verificatiedienst van de douane dat goedvindt.

Ingeval deze verrichting plaats heeft in de magazijnen, moeten de goederen zo afgestapeld en bijeengebracht worden dat het nazicht gemakkelijk kan gebeuren.

De colli waarvan de verificatie beëindigd is, worden ter beschikking gesteld van de aangever op de hogergenoemde voorziene plaats.

Art. 29. De colli die geverifieerd zijn moeten zo spoedig mogelijk weggenomen worden en alleszins ten laatste de avond van de tweede dag volgend op de datum van het visum van verificatie.

Art. 30. Zodra de verificatie beëindigd is, kan de administratie in geen enkel geval meer aansprakelijk gesteld worden voor diefstal, verduistering of beschadigingen van welke aard ook.

Art. 31. De verplichting van wegneming geldt ook voor de resten en afvallen van goederen en verpakkingen van gelijk welke soort.

Art. 32. Ingeval de aangevers zich niet houden aan de bepalingen van de artikelen 29 en 31 zullen de behandelingen ambtshalve uitgevoerd worden op kosten van de aangever, onverminderd de boete bepaald in artikel 53 van dit reglement.

Art. 33. De colli waarvan de verificatie om een of andere reden onderbroken of uitgesteld werd, moeten opnieuw worden gesloten en in een door de ontvanger aangeduid lokaal geplaatst worden.

Art. 34. De colli die geverifieerd zijn, maar niet weggenomen binnen de in artikel 29 voorgeschreven termijn, worden op risico en op kosten van de aangever neergezet op een speciale plaats, aangeduid door de ontvanger.

Art. 35. Die colli blijven onderworpen aan de magazijnrechten. Zoals bepaald in artikel 30 is de administratie niet aansprakelijk voor de goederen.

Art. 36. De bepalingen van artikel 35 worden eveneens toegepast op de goederen in het bijzonder magazijn van het entrepot, die wel werden ingeklaard binnen de veertien dagen na hun aankomst, maar niet afgehaald de tweede dag na de verificatie vermeld in artikel 29.

Art. 37. Zodra de goederen gestuwd zijn, worden op iedere afzonderlijke partij door de entrepositaris etiketten aangebracht volgens het model vastgesteld door de Minister van Financiën.

De verplichting die etiketten aan te brengen wordt geregeld door artikel 19 van het koninklijk besluit van 29 januari 1979.

Art. 38. In geval van overdracht van de partij goederen is de nieuwe entrepositaris gehouden al de hoger genoemde verplichtingen na te komen.

#### VIII. Monsterneming

Art. 39. Op basis van artikel 22 van het koninklijk besluit van 29 januari 1979 mogen monsters slechts worden weggenomen na de overlegging van een aangifte ten verbruik en betaling van de rechten.

Voorafgaande aangifte en betaling van die rechten zijn evenwel niet vereist indien een verbintenis wordt overhandigd tot betaling achteraf. Een model van dergelijke verbintenis is opgenomen als bijlage 3 van dit bijzonder reglement.

#### IX. Behandeling van goederen in entrepot

Art. 40. De in entrepot opgeslagen goederen mogen van verpakking worden veranderd, gesorteerd en geassorteerd.

Op grondslag van artikel 8, § 1, van het koninklijk besluit van 29 januari 1979 mogen zij eveneens andere gebruikelijke behandelingen ondergaan.

Die gebruikelijke behandelingen zijn opgenomen in bijlage 4 van dit bijzonder reglement.

Art. 41. Overeenkomstig artikel 8, § 2, van het koninklijk besluit van 29 januari 1979, mogen de gebruikelijke behandelingen slechts geschieden na machtiging van de ontvanger.

De entrepositaris moet de betrokken magazijnier verwittigen vooraleer de behandelingen aan te vangen.

Art. 42. In bepaalde gevallen kan de ontvanger eisen dat de behandelingen op een speciaal aangewezen plaats geschieden.

Art. 43. Bij verandering van verpakking moeten de op de oorspronkelijke verpakking aangebrachte merken nauwkeurig op de nieuwe verpakking aangebracht worden.

Art. 44. De buiten gebruik gestelde verpakking moet onmiddellijk worden weggehaald, zoniet wordt ze aan magazijnrechten onderworpen.

Art. 45. Uitstalling van goederen met het oog op een openbare verkoop voor rekening van particulieren is verboden. In andere gevallen mag uitstalling geschieden na machtiging van de ontvanger.

#### X. Voorbehouden lokalen en emplacements

Art. 46. In de magazijnen van het openbaar entrepot kunnen lokalen en emplacements ter beschikking van de entrepositarissen worden gesteld waarvan zij alleen gebruik mogen maken.

Art. 47. De toewijzing van deze lokalen en emplacements, die aangeduid worden als « voorbehouden lokalen » en « voorbehouden emplacements » geschiedt door het stadsbestuur; vooraf moet echter het advies van de ontvanger gevraagd worden.

De bepalingen van het advies van de ontvanger moeten worden uitgevoerd.

Art. 48. De ontvanger kan onder meer voorschrijven :

a) dat de voorbehouden lokalen en emplacements moeten worden afgebakend door middel van een afsluiting, enz.

b) dat de voorbehouden lokalen en emplacements met twee sleutels moeten worden gesloten, waarvan de ene bewaard wordt door de douane en de andere door de entrepositaris, opdat beide partijen er niet afzonderlijk toegang zouden kunnen hebben.

Art. 49. In elk geval wordt in het contract tussen het stadsbestuur en de entrepositaris de duur van de terbeschikkingstelling en de voorwaarden bepaald.

Art. 50. De entrepositaris die al zijn opgeslagen goederen aan een derde afstaat, kan hem tegelijkertijd zijn voorbehouden lokaal of emplacement slechts afstaan na voorafgaande machtiging van het stadsbestuur; het stadsbestuur vraagt het advies van de ontvanger hierover.

Art. 51. De bepalingen van dit reglement zijn eveneens toepasselijk op de voorbehouden lokalen en emplacements.

#### XI. Algemene bepalingen

Art. 52. De bepalingen van dit reglement zullen eveneens toepasselijk zijn op de gebouwen die als hulpinrichtingen van het openbaar entrepot zouden aangenomen worden krachtens artikel 10 van de wet van 20 februari 1978 betreffende de douane-entrepots en de tijdelijke opslag.

Art. 53. Elke overtreding van de orde- of politie maatregelen wordt overeenkomstig artikel 55, § 1, van de wet van 20 februari 1978, gestraft met een geldboete van vijfhonderd frank tot vierduizend frank.

## Bijlagen bij het bijzonder reglement van het openbaar entrepot te Abele (Poperinge)

## Bijlage 1

Uren van openstelling van de douanekantoren  
(zie art. 2 van het bijzonder reglement)

*Uittreksel uit het ministerieel besluit van 13 september 1982*

## Rubriek II. — Kantoren in het binnenland

Kantoren en hulpkantoren	Uren van openstelling voor het goederenverkeer (enkel op werkdagen)
Abele (Poperinge) (DA)	— van maandag tot en met vrijdag : van 8 tot 16 u. 30

## Bijlage 2

Lijst van de goederen die uit het entrepot zijn uitgesloten  
(zie art. 22, 5° van het bijzonder reglement)

*Ontvlambare stoffen*

Zijn hier inzonderheid bedoeld :

- a) ontvlambare vloeistoffen waarvan het ontvlammingspunt lager is dan of gelijk is aan 50 °C, met uitzondering van de ontvlambare vloeistoffen die zich in de vergaarbakken van voertuigen bevinden;
- b) zeer ontvlambare vaste stoffen of stoffen die, wanneer ze in aanraking komen met water brandbare gassen vrijmaken, zoals celluloiden, calcium-carbide, magnesium en natrium;
- c) brandbare samengeperste, vloeibaar gemaakte of opgeloste gassen.

*Radioactieve stoffen**Oxyderende en verbranding teweegbrengende stoffen*

Hetzij dat ze van een hoog gehalte in zuurstof zijn, hetzij dat ze andere organische stoffen kunnen ontvlammen door wrijving of door handeling van vetzuren.

*Bijtende of corroderende stoffen*

Deze omvatten de sterke zuren en de vloeibare of vaste alkaliën.

*Toxische stoffen*

Acetaten : amylo-, butyl-, calcium-, methyl- en vinyl-  
Aceton.  
Acetylchloride.  
Actieve kool.  
Afval van vette wol, katoen, plantaardige vezels en plantehaar of weefsels.  
Alcohol van allerlei aard, gedenatureerd of niet gedenatureerd, met een sterkte van meer dan 90 % vol. bij 15 °C.  
Aluminiumpoeder.  
Anilineolie.  
Benzeen (benzine, benzol).  
Beta-naphtol of naphtol.  
Bleekwater.  
Cadmiumpoeder.  
Calciumcarbide en derivaten daarvan.  
Calciumchloride en calciumoxychloride.  
Carbolineum.  
Cellofas.  
Celluloïd ander dan bewerkt of verwerkt.  
Cellulosenitrat (nitrocellulose).  
Celluloseverven.  
Chloraten.  
Chlorieten.  
Creosootolie.  
Cyanamiden (waarvan het gehalte aan calciumcarbide 0,5 % overtreft).  
Cyanaten.  
Dinitrobenzeen.  
Dinitrochlorbenzeen.  
Dinitrokresol.  
Dinitronaftaleen.  
Dinitrotolueen.  
Esparto in bladen of in rafelingen.  
Fenyl-b-naphtylamine.  
Ferrosilicium.  
Films en filmafval ander dan van celluloseacetaat.  
Formiaten : amylo-, butyl-, ethyl-, isoamylo-, isobutyl-, isopropyl-, methyl-, propyl-

Formol.  
Fosfiden.  
Fosfor.  
Garens : hennep-, jute-, zijde-, kunstwol-, Vette wolgarens.  
Gassen (samengeperst of vloeibaar) : acetyleen, ammoniak, dimethylether, koolzuur, methylchloride en/of ethylchloride, methylether, methylnitraat, petroleumgas, vloeibare lucht, waterstof, zuurstof, zwavelwaterstof.  
Geneeskundige grassen en planten, geneeskrachtige of aromatische, andere dan verpakt in fusten, hermetisch gesloten of geconditioneerd voor de verkoop in het klein.  
Glycolen en derivaten daarvan (carbitolen, cellosolven, enz.) waarvan het ontvlammingspunt (proef in gesloten vat) lager is dan 65 °C.  
Gomharsen (kopal, damar, eter, schellak, mastieken, enz.).  
Harsen (natuurlijke).  
Harsolie.  
Houtmeel.  
Hydrosulfiden (ammonium-, kalium-, natrium-, uitgezonderd in ijzeren of stalen volledig waterdichte trommels).  
Kaliumpercarbonaat.  
Kamfer : natuurlijke en kunstmatige.  
Karton gebitumineerd of geteerd en vilt geasfalteerd, geteerd, enz.  
Katoen van alle oorsprong (anders geconditioneerd dan in balen geperst op een densiteit van 225 kg of meer per m<sup>3</sup> en voorzien van bandijzers of meerdere ijzerdraden).  
Katoenafval, niet vette van allerlei aard (uitgezonderd de afval van de niet vette die rechtstreeks afkomstig is van de katoenoogst van de landen van herkomst, en in balen geperst op een densiteit van 225 kg of meer per m<sup>3</sup> en voorzien van bandijzers of meerdere ijzerdraden).  
Konijne- of geitahaar.  
Kopra.  
Kunstwol.  
Kunstzijde.  
Kurk, gemalen, in korrelvorm, verpulverd en afval.  
Lucifers, zonder waarborg inzake veiligheid, of waarvan de verpakking niet in goede staat of niet intact is.  
Magnesiumperoxyde.  
Magnesiumpoeder of -draaisel.  
Mangaanpoeder.  
Maleïnezuuranhydride.  
Minerale oliën (lichte en zware, benzine, gasolie, mazout, nafta, petroleum, stookolie, white spirit).  
Naftaleen ruw en in poeder.  
Natrium.  
Natriumperboraat.  
Nitraten : barium-, calcium-, ethyl-, kalium-, natrium-, methyl-, technisch zuiver ammoniumnitraat.  
Nitrieten : ethyl-, kalium-, of natrium-.  
Nitrobenzol.  
Ontkleurende chloriden.  
Ontploffbare stoffen.  
Papierafval andere dan die in geperste balen.  
Patronen voor vuurwapens.  
Perchloraten : ammonium-, kalium-, natrium-.  
Permanganaten : kalium-, natrium-.  
Picraten.  
Plantaardige vezels en plantehaar van allerlei aard, grassen en niet vette afval van die grondstoffen (met uitzondering van Indische hennep in van bandijzer voorziene balen).  
Plastische stoffen niet bewerkt of verwerkt en bestaande uit celluloseacetobutyraat, anilineformaldehyde zonder vulmiddelen, celluloid, epoxyharsen, ethylcellulose, furanen, glyceroftaalharsen, nitrocellulose, polyacrylesters bevattende vulmiddelen en ge vulcaniseerd, polyesters, polymethylmethacrylaat, polyvinylacetaat, polyvinylalcohol, polyvinylethers, ureumformaldehyde met cellulose als vulmiddel, veerkrachtige chloorpolyvinylacetaten, veerkrachtige polyvinylchloride.  
Propylamine.  
Propionaten.  
Pyrethrum in poeder.  
Pyridine.  
Rafelingen van allerlei aard.  
Rubberafval en gebruikte voorwerpen in rubber.  
Rubberoplossingen.  
Slaghoedjes geladen met ontploffbare-, spring-, of ontvlambare stoffen.  
Springstoffen.  
Terpentijnolie.  
Toluën.  
Trinitrobenzeen.  
Vernis.  
Verpakkingen (bussen, fusten, trommels, vaten) die petroleumprodukten of benzine hebben bevat.  
Vodden van allerlei aard.  
Vuurwerk voor vermakelijkheids- of krijgsoeieinden.  
Watten van allerlei aard (uitgezonderd pharmaceutische).  
Xanthogenaat (kalium-, natrium-).  
Xyleen.  
Zinkpoeder of zinkstof.  
Zuren : nieren-, naftteen-, perchloor-, pikrine-, salpeter-, zoutzuur (chloorwaterstof), zwavel-.  
Zwartsel.  
Zwavel.  
Zwavelkoolstof en natriumsulfide.

## Bijlage 3

## Verbintenis

(zie art. 39 van het bijzonder reglement)

## Verbintenis

De ondergetekende .....  
 vraagt monsters te mogen nemen van de volgende goederen .....  
 ..... opgeslagen in het openbaar entrepot van deze gemeente, met  
 ontvangstbewijs nr. .... van .....  
 ingevoerd uit ..... door .....

Hij verbindt er zich toe de verschuldigde rechten op de weggenomen hoeveelheid te betalen vóór .....  
 ..... (datum vast te stellen  
 door de ontvanger). Na verificatie door de douaneambtenaren zal ondergetekende of zijn gemachtigde, op deze  
 verbintenis voor ontvangst van de goederen tekenen.

Hij stemt erin toe dat de rest van de hierboven vermelde partij goederen, indien nodig, ingehouden wordt als  
 waarborg voor de verschuldigde belastingen.

Te ....., de .....  
 (handtekening)

## Bijlage 4

## Gebruikelijke behandelingen

(zie art. 40 van het bijzonder reglement)

## Lijst van de gebruikelijke behandelingen in het entrepot

1. Het controleren, inventariseren en bemonsteren.
2. Het herstellen van schade die tijdens het vervoer of de opslag is ontstaan, voor zover het eenvoudige handelingen betreft.
3. Het schoonmaken.
4. Het verwijderen van beschadigde delen.
5. Het sorteren, zeven, wannen, mechanisch klaren, filtreren, aftappen, overtappen of elke andere soortgelijke eenvoudige behandeling.
6. Het aanbrengen op de goederen zelf of op de verpakking daarvan, van merken, stempels, etiketten of andere soortgelijke herkenningstekens, op voorwaarde dat deze aanbrenging niet van die aard is dat de goederen daardoor ogenschijnlijk van andere oorsprong zijn dan in werkelijkheid het geval is.
7. Het wijzigen van de merken en de nummers van de colli, op voorwaarde dat deze wijziging niet van die aard is dat de goederen daardoor ogenschijnlijk van andere oorsprong zijn dan in werkelijkheid het geval is.
8. Het verpakken, uitpakken, ompakken en repareren van verpakkingen en het weer in de vereiste toestand brengen door het eenvoudig overgieten of overbrengen in andere verpakkingen.
9. Het op steunen bevestigen van de goederen met het oog op hun verpakking of presentatie.
10. Het eenvoudig sorteren en rangschikken.
11. Het controleren, beproeven en bedrijfsklaar maken van machines, apparaten en voertuigen voor zover het eenvoudige handelingen betreft.
12. Het door elkaar mengen van andere goederen dan likeuren, brandewijnen, wijnen en sterke dranken, voor zover het eenvoudige handelingen betreft.
13. Het door elkaar mengen van likeuren.
14. Het door elkaar mengen van brandewijnen.
15. Het versnijden van wijn en andere gangbare oenologische praktijken.
16. Het verdunnen met water van sterke dranken ten einde hun alcoholgehalte te verlagen.
17. Het ontzouten, schoonmaken en crouponneren van huiden.
18. Het breken van peulvruchten.
19. Het splitsen van goederen voor zover het eenvoudige behandelingen betreft.
20. Elke behandeling die dient ter verzekering van de bewaring in goede staat van de goederen tijdens hun opslag, zoals het luchten, drogen, ook met behulp van kunstmatige warmte, koelen en bevriezen, toevoegen van conserveringsmiddelen, roken en zwavelen (behandeling tegen parasieten), smeren en anti-roestbehandeling en het aanbrengen van een beschermende laag voor het vervoer.

Deze beslissing treedt in werking na goedkeuring door de gemeenteraad en door de Minister van Financiën.  
 Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 22 april 1991.

De Minister van Financiën,  
 Ph. MAYSTADT